



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Dire un mot pour un autre : lapsus, déni masqué ou racisme résiduel ? Comprendre les récits du génocide des Tutsis au Rwanda

Thierry De Win

Commission pédagogique de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz

Mars 2019

La propagande peut revêtir plusieurs costumes, présenter plusieurs visages et placer le citoyen ordinaire – et *a fortiori* les jeunes –, souvent peu au courant des faits, dans une situation de perplexité. Le récit du génocide des Tutsis au Rwanda se manifeste aujourd'hui de trois façons : selon les ressources de l'histoire, selon les intentions du régime politique en vigueur – récit présenté souvent par ses détracteurs comme « version officielle » – et enfin selon le point de vue des négationnistes. Si le récit « officiel » a revêtu les atours d'une épopée – et c'est bien ainsi qu'est conçue l'exposition permanente au Musée du Parlement à Kigali –, elle se nourrit en réalité et fondamentalement de celle-là – exposée cette fois au Mémorial de Gisozi. Cette situation représente à la fois une force – l'épopée du FPR et de son chef, l'actuel Président Paul Kagamé, est effectivement fondée sur la recherche historique (traces, procès, témoignages et archives) –, mais aussi une faiblesse : la vérité historique considérée comme « soutien au régime » fait le lit des négationnistes dans la mesure où tout discours contraire au leur est suspecté d'obéir aux ordres de la Présidence.

La même confusion règne en matière d'antisémitisme, d'antisionisme et de négation de la Shoah, alimentée, il est vrai aussi, par les tensions générées dans le cadre du conflit israélo-palestinien et la couverture médiatique souvent partielle, voire partielle, qui en est faite. Fonder l'existence de l'État d'Israël sur le génocide est historiquement faux (même si Israël fait aussi de la Shoah un récit fondant sa légitimité, imposé à tous ses ressortissants au moins) : les « pères fondateurs », les premiers sionistes, sont bien antérieurs au génocide. D'ailleurs, la coexistence de leurs descendants (laïcs pour la plupart, issus du Bund, mouvement socialiste) et des rescapés (parmi lesquels pas mal de religieux) continue à poser au jeune État un problème d'identité en même temps que psychologique : la raison d'être d'un État peut-elle s'accompagner en permanence du traumatisme résultant du projet d'extermination de tous ses membres ?

Au Rwanda, s'il est clair pour tout le monde que le FPR a réussi à arrêter le génocide, ce ne fut évidemment pas de la manière la plus douce : une guerre reste une guerre, elle tue et fait couler beaucoup de sang. Et beaucoup d'encre depuis. Il est clair, toutefois, que la légitimité de l'actuelle République du Rwanda ne se fonde pas sur la victoire des Tutsis contre les Hutus, mais sur le pari (risqué) de la réconciliation de tous les Rwandais. Ce qui n'empêche évidemment pas des sentiments de frustrations, de vengeance ou autres revanches d'apparaître. Sans compter les multiples tentatives de vouloir refaire l'histoire ! Bien entendu, le génocide des Tutsis fut un événement difficile à camoufler : couvert au quotidien par les caméras de télévision, il fut donné en pâture au public assorti d'explications approximatives, souvent malheureuses, désorientées par nombre d'idées reçues. La réalité des exactions, portée à la connaissance de tous, entraîna (et entraîne encore) du côté des thèses

négationnistes (sachant que tout génocide organise toujours son propre effacement) un autre type d'argumentaire que celui développé pour la négation de la Shoah. Comme il est impossible de dissimuler les traces du génocide des Tutsis, le processus de négation porte sur le choix des mots utilisés, rendu possible par un détournement de sens des situations concernées. Avec probablement la complicité à la fois involontaire (dans certains cas), mais de toute façon condamnable, et volontaire (c'est encore le cas de la France aujourd'hui) des pays occidentaux et de leurs médias. Ces petits arrangements avec l'actualité et puis avec l'histoire sont favorisés par la coexistence de la guerre et du génocide. Celle-là pouvant d'une certaine façon dissimuler celui-ci de toutes sortes de manières. Le sens du mot « génocide » tend alors à se dissoudre dans la relation de faits de crimes de guerre, de massacres, de représailles ou encore dans le scénario très répandu de la réaction populaire par rapport à certains événements forts. L'attentat perpétré contre l'avion de l'ancien Président Juvénal Habyarimana et la propagande mortifère diffusée par la Radio des Mille Collines en sont de bons exemples. Ils sont significatifs à plus d'un titre : il est très aisé d'en faire des instruments de contre récits, des occasions d'occulter à la fois le processus génocidaire (commencé pourtant dès 1959 !) et l'organisation effective (et hélas efficace) de celui-ci. Exterminer plus d'un million de personnes en une centaine de jours résiste mal à la thèse réactive, mais s'accommode très bien des relents racistes et méprisants qui courent toujours en Europe : les Noirs ont prétendument la machette facile et la fâcheuse habitude de pratiquer des tueries rituelles et régulières ! Ce type de discours n'était pas rare à l'époque. Il ne l'est toujours pas.

Ainsi fleuriront des expressions et des termes qui n'auront d'autre fonction que de faire écran sur la réalité de l'histoire : plutôt que de reconnaître le génocide, on parlera de préférence de « massacres » ; plutôt que d'identifier la cible principale du génocide, à savoir les Tutsis, on parlera de « génocide rwandais » ; certains, plus avisés, plus habiles, comprenant sans doute l'inanité de nier le génocide des Tutsis, soumettront sa reconnaissance à celle d'un autre « génocide », celui qui, à leurs yeux, aurait été perpétré contre les Hutus. C'est la thèse du « double génocide », véhiculée notamment par le Président de la République française de l'époque, François Mitterrand (« tout le monde tue tout le monde », disait-il), qui a encore de beaux jours devant elle ! On aura du mal à considérer ces détournements de sens comme de simples « lapsus » !

Ainsi, sans formation historique précise (à faire remonter jusqu'à la période de la colonisation), sans formation aux stratégies de communication, il y a de quoi, en effet, y perdre son latin, d'autant que l'Europe, comme les USA et le Canada, abritent en leur sein quantité de génocidaires qui y vivent en toute impunité, y briguent même parfois des postes importants, sous leur véritable identité ou sous un nom d'emprunt, que leurs descendants sont tentés bien souvent de relayer les thèses négationnistes qui circulent dans leur milieu, sans compter que les librairies regorgent d'ouvrages relevant de cette tendance ou qui le sont de manière plus sournoise. L'éducation et la pédagogie sont susceptibles à coup sûr de constituer de puissants antidotes à ces dérives à condition d'être dispensées avec rigueur, assorties d'une bonne connaissance historique des faits et de la prise en compte de la fragilité inhérente à tout système de signes ! Les cours d'histoire et de français font ici bon ménage ! Le premier en rapportant les faits tout en analysant la fiabilité et la pertinence des documents et témoignages s'y rapportant, le second, dans sa partie rhétorique, en enseignant et décortiquant les mécanismes du discours (en y associant la formation aux médias) tout en attirant, cette fois, l'attention sur l'importance de détecter toute altération du langage utilisé, dans la mesure où

sa nature arbitraire ne lui garantit malheureusement aucune stabilité. Tous les mots ne se valent pas : on l'aura compris, massacres, crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocide, entre autres, ne sont pas des synonymes (même si au demeurant les souffrances ne se comparent pas !)

À titre d'exemple, une étude menée en 2006 par Emmanuel Freson¹ expose les tâtonnements des médias belges (les quotidiens *Le Soir* et *La Libre Belgique*, ainsi que l'hebdomadaire *Le Vif/L'Express*) en temps de crise événementielle : comment expliquer, comprendre et surtout comment nommer les faits horribles qui s'exposaient alors en direct sur les canaux télévisuels ? Aucun des médias étudiés n'échappa tout à fait à l'hésitation ni à l'attentisme. Relayant davantage l'information au jour le jour plutôt que d'en proposer une analyse exhaustive portant sur une vision claire et distanciée par la connaissance historique des forces en présence, ce qui fut donné à lire ne permit pas de se former une idée précise ou tout à fait pertinente du drame en cours, pas forcément ou immédiatement identifié en tant que génocide d'ailleurs (c'est *La Libre Belgique* qui utilisa le terme pour la première fois le 13 avril dans un éditorial de Jean-Paul Duchâteau), ne permit pas non plus de réaliser clairement le rôle exercé et à exercer par le FPR (cette fois, ce sera Colette Braeckman qui mettra en évidence le rôle du FPR comme artisan de la résolution du conflit et de l'avenir du Rwanda). La grille de lecture des journalistes (pas tous spécialistes du Rwanda et de l'Afrique des Grands Lacs) est relative, bien entendu, à l'orientation de la ligne éditoriale des organes de presse, concurrents, qui les emploient, mais aussi à la ligne politique du gouvernement belge, à la capacité d'assumer les suites de la colonisation et de la décolonisation, sans oublier le rôle influent de la famille royale comme celui des intérêts de l'Église catholique dans cette région du monde. La relation d'un événement de cette nature se doit de passer par quantité de « filtres » avant de revêtir une forme plus ou moins adéquate, proportionnellement à l'épaisseur des substrats à partir desquels elle se diffuse et qui dans cette mesure la permettent ! Pays lointain pour l'Europe, mais proche à la fois au regard d'une histoire commune, le Rwanda suscite encore, 25 ans après le génocide, des réactions en sens divers, d'autant que les protagonistes de l'époque, en particulier celles et ceux qui s'y sont de près ou de loin compromis, sont pour la plupart encore en vie et n'apprécient guère de voir leur sommeil ou leur tranquillité d'esprit troublés par de piquants rappels qu'ils n'auront de cesse de démentir !



Tous les mots ne se valent pas : on l'aura compris, massacres, crimes de guerre, crimes contre l'humanité ne sont pas des synonymes.

¹ Emmanuel Freson, « Le génocide au Rwanda et la presse francophone belge de référence : rencontre d'un pays meurtri avec un média tâtonnant », *Recherches en communication*, n° 25, UCL, 2006.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.